

CONTRE la baisse des APL ; CONTRE le logement cher :

MANIFESTATION

SAMEDI 14 OCTOBRE 2017

RV à 16 h Place de l'Hôtel de ville à Paris 4^e

à l'appel du collectif « Vive l'APL » qui regroupe plus de 60 organisations

MOBILISONS-NOUS contre la baisse de l'APL : d'abord 5 € de baisse par mois, elle sera prolongée en 2018 et pourra encore augmenter par simple décision ministérielle.

La réduction des APL va se ressentir durement dans les foyers. Les résidents âgés, malades ou handicapés vivent souvent sur les minima sociaux et sont fortement soutenus par les APL. Les redevances sont élevées dans les nouvelles « résidences sociales », les retards et impayés se multiplient et cette baisse va encore les faire augmenter. Les gestionnaires multiplient les expulsions et pour garantir leur rentabilité, vont diminuer la qualité de l'entretien et des réparations (moins de nettoyage, des travaux retardés, des ascenseurs toujours en panne...). Ils vont tenter de faire payer les résidents par tous les moyens (hausse injustifiée des prestations, faire payer le remplacement du mobilier déjà payé dans les amortissements, etc.) Sur ce point, les gestionnaires ont de l'imagination et sont peu soucieux du respect de la réglementation.

L'État ne s'attaque pas qu'aux APL. Depuis plusieurs années, il cherche à faire rentrer de l'argent en taxant (rackettant ?) les travailleurs immigrés des foyers :

--les CAF contrôlent les passeports des retraités pour vérifier le temps passé hors de France. Si un retraité qui passe plus de 4 mois auprès de sa famille au pays d'origine devient un **fraudeur** et il va devoir rembourser l'APL touchée sur plusieurs années ; même chose pour l'ASPA, l'AAH...

--le fisc taxe les immigrés mariés sous le régime de la séparation des biens (régime matrimonial général dans de nombreux pays comme le Mali) comme célibataires sans charges, même si le soutien de leur famille est la raison même de leur émigration. Là aussi, le fisc demande souvent des « rectifications » sur trois ans. Ce reclassement autoritaire peut coûter des milliers d'euros et ruiner définitivement de nombreux travailleurs.

Depuis près de 20 ans, les anciens FTM, foyers de travailleurs migrants (que l'État, les propriétaires et les gestionnaires ont mal entretenus et laissés se dégrader fortement) sont remplacés par des *résidences sociales mixtes* (uniquement de très pauvres) pour loger tous les publics qui n'ont pas les revenus pour intégrer les HLM. Les travailleurs immigrés sont restés des décennies entassés dans ces foyers sans confort. Ils se sont alors organisés solidairement en mutualisant certains services comme la restauration collective. Ils ont pris en charge le développement de leurs villages d'origine en créant des centaines d'associations qui se réunissent dans lesdits foyers. Ils ont fait connaître ainsi un visage d'une Afrique solidaire et entreprenante.

Aujourd'hui, on les oblige à intégrer ces *résidences sociales* avec des règlements intérieurs de type carcéral, sans droit à la vie privée, où toute vie collective est bannie ou régie sous la coupe du gestionnaire, le tout pour des redevances de plus en plus élevées. Quant aux plus jeunes qui n'ont pas de logement et sont hébergés par leurs anciens, c'est « *rien n'est prévu pour vous ; débrouillez-vous !* ». Et, le racisme aidant, s'ils ne trouvent rien, ceux qui les hébergent sont expulsés - sans solution de relogement !!!

RÉSISTONS ! MOBILISONS-NOUS !

NON à la baisse des APL et à la fragilisation du logement social

POUR des *résidences sociales* adaptées à un mode de vie collectif et solidaire

COPAF (collectif pour l'avenir des foyers) 06 87 61 29 77 ou 06 75 01 30 49
site : www.copaf.ouvaton.org **courriel** : copaf@copaf.ouvaton.org